

UN VOYAGE AU BURKINA FASO

Pierre Lambert

Mardi 14 octobre 1997

La seule « erreur » de cette conférence est dans son intitulé : « Un voyage »... Cela donne une agréable idée de séjour et de promenade. Le titre exact qui s'est révélé tout au long de l'exposé de Monsieur Lambert est « l'action d'une association garchoise au Burkina-Faso. Action sur laquelle Monsieur Lambert restera trop discret. Les mots activités, efficacité et nécessité de ce « voyage » viendront très vite à notre esprit et y resteront longtemps.

Ancienne colonie française, la Haute-Volta a acquis son indépendance en 1960. Après une révolution menée par des capitaines en 1984 elle a pris le nom de Burkina-Faso qui signifie « Le pays des hommes intègres ». En 1987, l'un des capitaines de cette révolution, Blaise Kompaoré, a pris le pouvoir. En 1991, une Constitution semblable à la nôtre a été votée. Il y eut des élections présidentielles et législatives et, fait rare en Afrique, des élections municipales

10 à 12 millions d'habitants vivent au Burkina Faso sur 300 000 km² soit les 3/5 de la France, mais de nombreux Burkinabés travaillent dans les pays voisins et on estime qu'en Côte d'Ivoire notamment il y a 3 à 4 millions de saisonniers ou de résidents burkinabés. La moitié de la population a moins de 16 ans et est en augmentation de 2 à 3 % par an. Elle est composée essentiellement d'agriculteurs (80 %) et d'éleveurs (5%).

Les principales villes sont Ouagadougou, la capitale qui compte 800 000 habitants, Bobo-Dioulasso environ 400 000 habitants, Ouahigouya, berceau d'une ethnie dominante, Nouna, Dori, Fada-N'Gourma.

Ethnie la plus importante, plus de la moitié de la population est constituée par les Mossis. Les Peuls représentent 10% de la population et sont des pasteurs et des éleveurs. Plus de la moitié de la population pratique la religion traditionnelle c'est-à-dire la croyance à un dieu créateur auprès duquel on peut intercéder par l'intermédiaire des ancêtres. Le tiers de la population est musulmane et 15 % sont chrétiens.

L'agriculture vivrière (sorgho, maïs, riz, mil) est la principale activité économique et sert essentiellement à nourrir la population. Le coton et l'arachide sont également cultivés. En ce qui concerne l'évolution de la technique agricole, nous remontons 2000 ans en arrière puisque les 3/4 des superficies sont cultivées à la houe. La charrue commence cependant à intervenir pour 1/4 des superficies.

L'élevage est la seconde activité avec un troupeau d'environ 3 millions de bovins, ainsi que des ânes, des chèvres et des moutons.

Une petite industrie de transformation du coton, des huileries, des savonneries se développent, quelques mines d'or sont exploitées ainsi qu'une mine de manganèse remise en exploitation depuis 1994. Cette industrie des mines n'emploie que 10 000 personnes.

Les principales exportations sont le coton, le bétail, les légumes et les fruits.

* * *

*

Le Burkina Faso fait partie des cinq pays les plus pauvres du monde. Il ne compte qu'un seul médecin pour 30 000 habitants. L'espérance de vie n'est que de 48 ans et malgré cette faible espérance de vie, la population augmente.

Comme de nombreux pays d'Afrique noire, le grand problème qui se pose à la population est l'enseignement. Au Burkina Faso, La moitié de la population a moins de 16 ans et 1 enfant sur 3 a accès à l'enseignement. Dans la brousse où vit 85% de la population, très peu de villages ont des écoles et 1 enfant sur 4 peut aller à l'école. En ce qui concerne les petites filles, la proportion est encore plus faible.

Or, la formation scolaire est à la base du développement d'un pays. Les paysans instruits savent mieux cultiver, obtiennent de meilleurs rendements, se nourrissent et se soignent mieux. Ils peuvent ainsi vivre sur place sans être tentés d'aller dans les grandes villes africaines ou d'immigrer vers l'Europe et notamment vers la France.

D'autre part, une enquête de la Banque Mondiale réalisée sur 4000 familles montre que l'éducation scolaire des filles permet de réguler plus efficacement les naissances. Les femmes qui n'ont pas été scolarisées donnent naissance à 6 ou 7 enfants (dont 1 sur 4 meurt avant l'âge de 5 ans). Quand les femmes ont suivi l'école primaire, ce chiffre est ramené à 4 ou 5 enfants.

L'État trop pauvre ne rémunère que l'instituteur ou l'institutrice. Les villageois, s'ils désirent une école, doivent la construire à leurs frais ainsi que les logements des maîtres. Comme ils sont encore plus démunis que l'État, beaucoup de villages n'ont pas d'école du tout ou en ont seulement une « demi » qui ne recrute de nouveaux élèves qu'une année sur deux.

* * *

*

L'Association « Les Amis des Africains »

Cette association a été créée en 1990. En 1991, elle a précisé ses objectifs et ses méthodes. En 1992, elle a tissé des liens d'amitié avec des villages du Burkina-Faso et les a aidés à définir leurs projets dont la réalisation a commencé en 1993.

Son objectif est de soutenir le développement des populations africaines en donnant la priorité aux plus démunis et son but est d'aider les paysans du Burkina à construire et aménager des ensembles scolaires comprenant, selon les cas, pour un ou plusieurs villages, une école à une, deux, trois ou six classes et un magasin avec éventuellement un ou plusieurs logements pour les instituteurs ou institutrices, un jardin scolaire, un point d'eau (puits, forage, pompe).

Dans le jardin scolaire, la communauté éducative (enfants, instituteurs et institutrices) apprend à diversifier les cultures et donc à mieux équilibrer la nourriture. De plus, ce jardin procure des ressources qui pourront servir à payer la scolarité et les fournitures scolaires des enfants les plus démunis. Le point d'eau est souvent nécessaire pour construire les bâtiments et mettre en valeur ce jardin. De plus, il servira par la suite à l'ensemble du village.

Pour qu'un projet d'ensemble scolaire soit décidé, cinq partenaires doivent être d'accord :

1) - les chefs des villages bénéficiaires, représentant la population qui va construire cet ensemble de ses mains, l'entretenir et le gérer.

2) - L'administration qui va autoriser la construction et nommer et payer les instituteurs et institutrices.

3) - Le responsable sur place du projet. Choisie par l'association, cette personne de confiance peut être un représentant de l'administration ou un religieux missionnaire, un prêtre ou un notable. Il va coordonner la mise en forme du projet, sa réalisation, et en particulier gérer les fonds confiés par l'association.

4) - L'association qui financera ce que ni la population, ni l'administration ne peuvent réaliser ou financer (matériaux, main-d'oeuvre qualifiée, mobilier scolaire, pompes, etc.).

5) - L'entrepreneur finalement retenu entre plusieurs après leur mise en concurrence.

Compte tenu des conditions climatiques et de la disponibilité des paysans, la construction des ouvrages s'effectue principalement de décembre à mai. Depuis 6 ans, en novembre/décembre, chaque année, au cours d'un séjour de plusieurs semaines, le responsable de l'association et ses partenaires africains :

. visite les réalisations déjà effectuées et en tire les enseignements pour les projets futurs,

. étudie les projets proposés, négocie et décide ceux qui seront réalisés au cours des 6 mois propices : décembre à mai

. constitue et entretient un réseau de relations (ministres, élus, etc.) pour le choix des partenaires les plus sûrs possible au point de vue dynamique, objectivité et intégrité.

En trois ans, de 1994 à 1996, l'association a aidé à la construction de 15 classes primaires, 7 logements pour instituteurs et institutrices, 6 jardins scolaires. Une école de 3 classes et un magasin accueille entre 150 et 300 élèves. On peut dire que l'association, par ces réalisations sur 3 ans, va permettre à environ 4 000 enfants de suivre la totalité du cycle primaire dans les 25 ans à venir.

* * *
*

Monsieur Lambert nous a donné au cours de son exposé une idée sur l'utilité et l'urgence de l'oeuvre qu'il mène au Burkina-Faso avec son équipe. S'il a pêché de quelque façon que ce soit, c'est par son extrême modestie. La tâche à laquelle il s'est si ardemment attaquée est énorme et nous invite à de nombreuses réflexions. L'une d'elles m'a amené à consulter quelques chiffres qui ne datent que de 25 ans (1972) :

Population : 4 016 000 habitants dont Ouagadougou 72 000 et Bobo-Dioulasso 52 000.

Population active : 2 300 000 dont 21 500 salariés.

L'examen de ces chiffres comparés à ceux actuel donne à réfléchir... et nous montre que quelque soit le sujet de conférence, le C.D.I. est fidèle à sa vocation d'informer et de documenter sur le monde actuel et à venir;

Merci donc Monsieur Lambert à vous et à votre équipe.

Emile Brichard

* * *
*